

Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Réponse au questionnaire 1

ID de la réponse	
81	
Date de soumission	
2019-09-16 14:55:13	
Dernière page	
2	
Langue de départ	
fr	
Tête de série	
1610373074	
Date de lancement	
2019-09-16 14:45:44	
Date de la dernière action	
2019-09-16 14:55:13	

Adresse

Nom de l'organisme	
Commune de Chalais	
Personne de contact	
François ZUBER, Secrétaire communal	
Téléphone	
027 459 11 13	
Date	
2019-09-16 00:00:00	

Questions

1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?	
Oui	
1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ? [Commentaire]	

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

Plutôt oui

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ? [Commentaire]

Les décisions d'aide sociale doivent rester de la compétence de l'autorité communale et ne peuvent être déléguées à un CMS ;

Les décisions relatives aux mesures d'insertion doivent être transférées des communes aux CMS et non au SAS qui continue à en assurer le contrôle administratif

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

Plutôt oui

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ? [Commentaire]

Nous proposons un nouvel alinéa à l'art. 16 qui prend en compte la question des décisions de renvoi non appliquées par le canton.

Ni le suivi, ni la participation aux coûts d'aide d'urgence ne devraient être financés par les communes.

4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

Oui

4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ? [Commentaire]

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ?

Oui

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ? [Commentaire]

6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

Oui

6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ? [Commentaire]

S'agissant des mesures d'insertion professionnelle, le CMS de Sierre, également organisateur de mesures par la COREM, demande que le financement accordé par le Canton couvre les frais effectifs de ces mesures.

Le transfert de compétence doit également entraîner un transfert de la prise en charge des frais.

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

Oui

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ? [Commentaire]

Voir remarque à la question 3 au sujet de l'aide d'urgence dans les situations où la décision de renvoi n'est pas appliquée par le Canton.

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ?

Oui

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ? [Commentaire]

9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?
Oui
9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ? [Commentaire]
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?
Non
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ? [Commentaire]
Trop court
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ?
Oui
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ? [Commentaire]
Il est essentiel que toutes les personnes et institutions impliquées dans l'aide sociale reçoivent les informations et les données nécessaires à leur travail afin de pouvoir mener correctement leur travail. Bien entendu, toutes ces personnes et institutions sont soumises au secret professionnel
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ?
Oui
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ? [Commentaire]
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?
Oui
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ? [Commentaire]
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ?
Oui
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ? [Commentaire]
Voir remarque sur le financement des institutions organisatrices de mesures.
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ?
Oui
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ? [Commentaire]
16. Autres observations, remarques ou propositions :